commerce distribution services

la cgt

US PARIS

RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI !
NE TOUCHEZ PAS AU CODE DU TRAVAIL !

Rassemblement devant le MEDEF 55 avenue Bosquet
Métro Ecole militaire
Mardi 8 mars 2016 entre midi et 14 h

Gouvernement et MEDEF se sont entendus pour alléger le Code du Travail en supprimant et modifiant tout ce qui peut encore protéger les salariés.

Sans oser l'affirmer, le gouvernement s'attaque aux 35 heures en donnant la possibilité de baisser les majorations des heures supplémentaires ou en recourant à la modulation du temps de travail sans aucune contrepartie. Travaillons plus et gagnons moins !

Favoriser les accords d'entreprise au détriment de la loi signifie s'assoir sur elle et supprimer toutes les garanties collectives.

Nous pensions tous en avoir fini avec les accords minoritaires et régressifs. Grâce au gouvernement, les patrons vont pouvoir revenir à la charge et procéder à des référendums sur demande d'organisations syndicales minoritaires. Les patrons n'hésiteront pas, comme ils le tentent déjà, à exercer le chantage à l'emploi. De plus ce type de référendum est une source de tensions et de clivages préjudiciables aux salariés.

Les patrons pourront enfin licencier sans motif, grâce au plafonnement des indemnités prud'homales dues en cas de licenciement abusif. Fini la réparation du préjudice subi pour le salarié indûment licencié ! Les patrons vont ainsi pouvoir budgéter et planifier les licenciements.

Le motif économique pour procéder à des licenciements pourra être utilisé sans que l'entreprise ou le groupe ne connaisse des difficultés sérieuses.

L'employeur pourra à sa guise imposer le forfait jour.

Les modalités du contrat de travail pourront être changées s'il est conclu un accord d'entreprise.

Il s'agit d'un recul historique.

VALLS n'est plus à une provocation près ! Il n'exclut pas de passer en force et de recourir à l'article 49.3 sachant que dans sa propre majorité ce projet est fortement contesté.

Ce rassemblement est une première étape, nous devons maintenant, construire les mobilisations et les grèves interprofessionnelles qui s'imposent pour faire reculer ce gouvernement aux seuls ordres des patrons et de la finance.